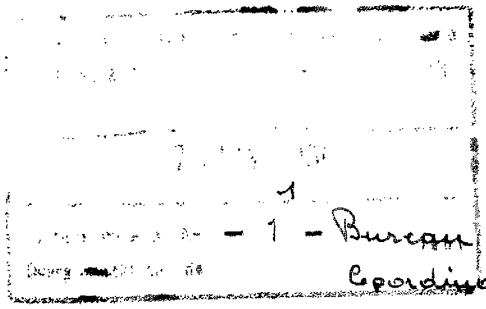
MTL.




L.5169/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 avril 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat", a donné le 16 mai 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e april 1956 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent d.d. 23 augustus 1948 tot vaststelling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State", heeft de 16e mei 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à modifier l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Son objet principal gît dans la modification de la procédure, de manière à permettre au membre de l'auditorat qui aura fait rapport sur l'état de l'affaire de donner à la fin des débats son avis sur celle-ci. Cet avis, émis en toute indépendance, sera formulé en audience publique.

Aux termes du considérant inséré dans le préambule, l'avis serait donné "dans l'intérêt de la loi". Cette précision n'est toutefois pas reprise dans le dispositif du projet et c'est avec raison.

La notion de l'intérêt de la loi se rattache à l'institution du ministère public près les cours et tribunaux du pouvoir judiciaire. Elle y caractérise certaines interventions exceptionnelles, en particulier celle dont le Procureur général près la Cour de cassation prend l'initiative lorsqu'il s'acquitte de la mission dont le charge l'article 88 de la loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux, et dénonce à la Cour un jugement en dernier ressort qui est contraire à la loi ou aux formes de procéder, ou dans lequel un juge a excédé ses pouvoirs et contre lequel cependant aucune des parties n'a réclamé dans le délai fixé.

C'est également celle qui caractérise l'intervention du Procureur général près cette Cour lorsque, en exécution de l'article 80 de la même loi, il lui défère, d'ordre du Gouvernement, les actes par lesquels les juges ont excédé leurs pouvoirs (Voir, en outre, l'article 14 de la loi du 25 février 1925 concernant la procédure en cassation en matière civile).

L'intervention dans l'intérêt de la loi s'oppose à l'intervention dans l'intérêt des parties, comme le fait

./.

clairement ressortir l'article 9 de l'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815 contenant règlement organique de la procédure en cassation.

Selon cette disposition, la Cour ne peut connaître dans l'intérêt des parties que des chefs indiqués dans la requête introductive : mais il appartient toujours au ministère public de discuter et à la Cour d'apprécier les moyens de droit qu'on aurait pu alléguer contre les chefs de la demande en cassation, pourvu que le demandeur ait satisfait à l'article 8 du même arrêté, c'est-à-dire, depuis que ce dernier article a été abrogé par la loi du 25 février 1925, aux dispositions légales régissant le contenu des pourvois en cassation.

En recourant, au préambule, à l'expression "dans l'intérêt de la loi", à propos de l'avis que donnera le membre de l'auditorat qui aura fait rapport sur l'état de l'affaire, le Gouvernement n'entend évidemment pas faire ressortir par là que la mission d'avis que le projet institue comporte un pouvoir quelconque d'action d'office devant le Conseil d'Etat. La loi du 23 décembre 1946 ne le permettrait d'ailleurs pas car un tel pouvoir ne saurait se rattacher à la mission de participer à l'instruction des affaires que prévoit seul l'article 36. Il semble, à la vérité, que par cette expression le Gouvernement veuille souligner l'indépendance qui caractérise le membre de l'auditorat dans l'exercice de sa mission d'avis.

Si l'on considère qu'en prévoyant à l'article 36 de la loi du 23 décembre 1946 que les auditeurs participent à l'instruction des affaires dans les deux sections et peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la section d'administration, le législateur a implicitement permis qu'ils soient chargés de couvrir par leurs investigations tout le champ de la compétence du Conseil d'Etat en matière contentieuse, ce commentaire, inséré dans le préambule, s'il n'est pas sans portée, pourrait être interprété comme une limitation à l'objet de l'avis.

./.

Ces considérations conduisent le Conseil d'Etat à recommander l'omission des mots "dans l'intérêt de la loi" figurant au considérant.

+

+ +

L'article 29 nouveau dispose qu'à l'audience "un conseiller, autre que celui qui a éventuellement rédigé le rapport prévu à l'article 13, résume les faits de la cause ainsi que les moyens des parties". Or, cet article sera rendu applicable à la procédure en matière de validation des élections communales, mais non l'article 13 auquel il se réfère. Les mots "le rapport prévu à l'article 13" pourraient donc être avantageusement remplacés par les mots : "le rapport complémentaire sur les devoirs d'instruction".

+

+ +

L'article 34, 4°, nouveau, prévoit que les avis et arrêts "portent mention de l'indication que l'arrêt ou l'avis est conforme ou non conforme à l'avis du membre de l'auditorat".

Cette mesure n'est pas sans inconvénients car la concordance d'un avis et d'une décision est souvent délicate à déterminer; elle peut être partielle et nuancée.

A cet égard, il convient d'ailleurs de remarquer que s'il arrive aux cours et tribunaux, spécialement en matière civile, d'apprécier dans leurs décisions la conformité ou la non-conformité de l'avis de l'officier du ministère public lorsqu'il a été entendu, cette pratique n'est pas constante et la Cour de cassation ne l'utilise pas.

Lorsqu'il s'agit du Conseil d'Etat, la mention prévue par le projet offre au demeurant d'autant moins d'intérêt que la procédure est écrite et que l'avis du membre

.../...

de l'auditorat rapporteur le sera donc aussi. Ceux qui y auront intérêt pourront toujours comparer l'avis à la décision et s'éclairer ainsi infiniment mieux sur leur concordance que par une mention qui y serait relative, portée dans l'avis.

Hormis quelques cas particuliers, aucune disposition légale ne fait aux cours et tribunaux une obligation de mentionner, dans leurs décisions, la conformité ou la non-conformité des avis des membres du ministère public (Voir, par exemple, la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, complétée par les lois du 30 juillet 1921, du 7 août 1924 et du 22 juillet 1927, VI).

Si le Gouvernement tient à imposer au Conseil d'Etat l'obligation de se prononcer sur la conformité de l'avis du membre de l'auditorat rapporteur, l'article 34, 4°, devrait être rédigé comme suit :

" 4° de l'indication que l'avis du membre de l'auditorat rapporteur est ou non conforme à l'avis ou à l'arrêt".

\+
\+ +

Le projet n'appelle, quant au reste, que des modifications de pure forme qui ne nécessitent pas de commentaire et qui ressortent à suffisance du texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 23 AOUT 1948 DETERMINANT LA PROCEDURE DEVANT LA SECTION D'ADMINISTRATION DU CONSEIL D'ETAT.

==========

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

./.

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifiée par les lois des 11 juin 1952, 18 mars 1954 et 15 février 1955, notamment les articles 14, 21, 36, alinéa 2, et 61;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1952 et 17 novembre 1955;

Considérant qu'il y a lieu de réformer la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en permettant aux membres de l'auditorat d'assister aux débats en audience publique et d'y donner un avis, ainsi qu'en apportant quelques modifications inspirées par l'expérience;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.

L'article 12 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 12.

Après l'accomplissement des mesures préalables, le membre de l'auditorat désigné en application de l'article 5 rédige un rapport sur l'affaire. A cette fin, il correspond directement avec toutes les autorités et peut leur demander, ainsi qu'aux parties, tous renseignements et documents utiles.

Ce rapport, daté et signé, est transmis à la chambre".

./.

Article 2.

L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 13.

Si la chambre estime qu'il y a lieu d'ordonner des devoirs nouveaux, elle désigne, pour y procéder, un conseiller ou un membre de l'auditorat qui rédige un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé et transmis à la chambre".

Article 3.

L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 14.

Sur le vu des rapports prévus par les articles 12 et 13, la chambre ordonne le dépôt du dossier et des rapports au greffe. Celui-ci notifie ces rapports aux parties.

Le requérant a quinze jours pour déposer un dernier mémoire,et la partie adverse quinze jours pour y répondre.

Le président de la chambre peut abréger ou prolonger ce délai si les circonstances de la cause le justifient.

A l'expiration de ces délais, le président fixe la date à laquelle l'affaire sera appelée".

Article 4.

L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 15.

L'avis ou l'arrêt doit intervenir dans les six mois du jour où, en application de l'article 12 ou éventuellement de l'article 13, rapport aura été fait sur l'affaire.

Le délai ci-dessus peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général, sans que la

./.

durée totale des prorogations puisse excéder le double de ce délai".

Article 5.

L'article 29 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 29.

Un conseiller, autre que celui qui a éventuellement rédigé le rapport complémentaire sur les devoirs d'instruction, résume les faits de la cause ainsi que les moyens des parties.

Le commissaire du Gouvernement, les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales.

Il ne peut être produit d'autres moyens que les moyens développés dans la requête ou les mémoires.

A la fin des débats, le membre de l'auditorat rapporteur donne son avis sur l'affaire.

Le président de la chambre prononce ensuite la clôture des débats et met la cause en délibéré".

Article 6.

L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 34.

L'avis ou l'arrêt contient les motifs et le dispositif et porte mention :

1° des noms, demeure ou siège des parties et, le cas échéant, des noms et qualité de la personne qui les représente;

2° des dispositions sur l'emploi des langues dont il est fait application;

./.

3° de la convocation des parties, de leurs avocats et du commissaire du Gouvernement, ainsi que de leur présence éventuelle à l'audience;

4° de l'indication que l'avis du membre de l'auditorat rapporteur est ou non conforme à l'avis ou à l'arrêt;

5° du prononcé en audience publique, de la date de celui-ci et du nom des conseillers qui en ont délibéré".

Article 7.

Il est ajouté à l'article 52 du même arrêté, un alinéa 3 ainsi rédigé :

" L'auditeur général peut communiquer la requête à toute personne dont les intérêts sont mis en cause".

Article 8.

L'article 66 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 66.

Les dépens comprennent :

1° les taxes visées à l'article 70;
2° les honoraires et déboursés des experts;
3° les taxes des témoins".

Article 9.

L'article 68 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 68.

Lorsque le Conseil d'Etat statue par voie d'arrêt, les dépens sont avancés par le requérant; la consignation d'une provision peut être ordonnée par le Conseil.

Lorsque la demande ou le recours est introduit par l'Etat, par une province, par une commune ou par un

./.

établissement public, les taxes visées à l'article 70 sont liquidées en débet par le greffier du Conseil d'Etat et les honoraires et déboursés des experts, ainsi que les taxes des témoins sont avancés par l'administration de l'enregistrement et des domaines et portés en dépenses dans les comptes à charge du budget du Ministère de l'Intérieur.

Le Conseil d'Etat liquide les dépens et se prononce sur la contribution au paiement de ceux-ci".

Article 10.

L'article 69 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 69.

L'administration de l'enregistrement et des domaines poursuit le recouvrement des taxes liquidées en débet par le greffier et des autres dépens dont elle a fait l'avance.

A cette fin, le greffier du Conseil d'Etat transmet au receveur de l'enregistrement et des domaines une copie de l'avis ou de l'arrêt définitif, accompagnée d'un relevé détaillé des sommes à recouvrer".

Article 11.

L'article 83 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Article 83.

Les taxes visées à l'article 70 sont liquidées en débet par le greffier du Conseil d'Etat et les autres dépens sont avancés à la décharge de l'assisté par l'administration de l'enregistrement et des domaines et portés en dépenses dans les comptes à charge du budget du Ministère de l'Intérieur".

./.

Article 12.

Il est inséré dans le même arrêté un article 83 bis ainsi rédigé :

" Article 83 bis.

Aux fins de recouvrement des taxes liquidées en débet et des autres dépens, le greffier du Conseil d'Etat transmet au receveur de l'enregistrement et des domaines une copie de l'avis ou de l'arrêt définitif, accompagnée d'un relevé détaillé des sommes à recouvrer".

Article 13.

L'article 91, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

" Lorsqu'il apparaît, sur le vu de la requête, que le Conseil d'Etat n'est manifestement pas compétent ou que la demande est manifestement irrecevable ou non fondée, le membre de l'auditorat désigné fait immédiatement rapport conformément à l'article 12".

Article 14.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux affaires pendantes devant la section d'administration pour lesquelles il n'a pas encore été fait rapport en application de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

Article 15.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de l'Intérieur,

Het ontwerp strekt tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

Het voornaamste oogmerk er van is de rechtspleging zo te wijzigen, dat het lid van het auditoraat dat over de stand van de zaak verslag heeft opgemaakt, aan het einde der debatten zijn advies kan geven. Dit in volle onafhankelijkheid gegeven advies zal in openbare terechtzitting worden uitgebracht.

Volgens de considerans zou het advies worden gegeven "in het belang der wet". Deze woorden zijn in de artikelen van het ontwerp niet herhaald, en wel terecht.

Het begrip "belang der wet" hangt samen met de instelling van een openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken der rechterlijke macht. Het kenmerkt aldaar diens optreden in sommige uitzonderingsgevallen en meer bepaald het optreden waartoe de Procureur-Generaal bij het Hof van cassatie het initiatief neemt wanneer hij zich kwijt van de opdracht hem gegeven door artikel 88 van de wet van 27 Ventôse, jaar VIII, op de inrichting der rechtbanken, en bij het Hof een in laatste aanleg gewezen vonnis aanklaagt dat met de wet of met de vormen inzake procesvoering strijdig is, of waarin een rechter zijn macht overschreden heeft maar waartegen geen van de partijen binnen de gestelde termijn is opgekomen.

Dit begrip kenmerkt eveneens het optreden van de Procureur-generaal bij dat Hof, wanneer hij ter

.../...

uitvoering van artikel 80 van dezelfde wet, op bevel van de Regering, akten waardoor rechters hun macht te buiten zijn gegaan, naar het Hof verwijst (zie bovendien artikel 14 van de wet van 25 februari 1925 betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken).

Het optreden in het belang der wet staat tegenover het optreden in het belang der partijen, zoals duidelijk blijkt uit artikel 9 van het besluit van de Souvereine Vorst van 15 maart 1815 houdende organiek reglement van de rechtspleging in cassatie.

Volgens deze bepaling "kan het Hof in het belang der partijen slechts spreken in punkten welke bij den introductiven eisch zijn opgenoemd ; maar het behoord altoos tot de competentie van het opentlijk ministerie om te discuteren, en van het Hof om te beoordelen de regtsmiddelen welke men aangevoerd mogt kunnen hebben tegen de punkten die het voorwerp der eisch van cassatie uitmaken, mits door den eischer is voldaan aan de dispositiën van artikel 8" van hetzelfde besluit, dit is, nu dat artikel bij de wet van 25 februari 1925 is opgeheven, aan de wetsbepalingen terzake van de inhoud der voorzieningen in cassatie.

Wanneer de Regering in de aanhef de uitdrukking "in het belang der wet" gebruikt met betrekking tot het advies, te geven door het lid van het auditoraat dat verslag over de stand van de zaak heeft opgemaakt, bedoelt zij natuurlijk niet daarmede

.../...

te doen uitkomen dat de door het ontwerp ingevoerde adviesopdracht enige macht om van ambtswege voor de Raad van State op te treden, met zich brengt. De wet van 23 december 1946 zou dit ten andere niet toelaten, vermits een zodanige bevoegdheid niet te koppelen is aan de opdracht om aan de behandeling der zaken mede te werken, de enige opdracht waarvan artikel 36 spreekt. Met bedoelde uitdrukking schijnt de Regering eigenlijk de nadruk te willen leggen op de onafhankelijkheid welke het lid van het auditoraat in het vervullen van zijn adviesopdracht geniet.

Houdt men voor ogen dat de wetgever, waar hij in artikel 36 van de wet van 23 december 1946 bepaalt, dat de auditeurs in de twee afdelingen hun medewerking aan de behandeling der zaken verlenen en dat zij kunnen worden belast met de onderzoekingen waartoe de afdeling administratie heeft besloten, impliciet heeft toegestaan dat hun investigaties het gehele bevoegdheidsgebied van de Raad van State in betwiste zaken zouden bestrijken, dan zou deze commentaar, in de aanhef ingevoegd, voor zover hij niet zonder draagwijdte is als een beperking van het voorwerp van het advies kunnen worden opgevat.

Ingevolge deze bedenkingen geeft de Raad van State in overweging, de in de considerans voorkomende woorden "in het belang der wet" achterwege te laten.

\+

\+ \+

.../...

Het nieuwe artikel 29 bepaalt, dat op de terechtzitting "een raadsheer die niet de steller mag zijn van het verslag bedoeld bij artikel 13 de feiten van de zaak alsmede rechtsmiddelen van de partijen samenvat". Dit artikel nu zal toepassing vinden op de rechtspleging inzake geldigverklaring der gemeenteraadsverkiezingen, doch niet artikel 13 waarnaar het verwijst. Het verdient dan ook aanbeveling de woorden "het verslag bedoeld bij artikel 13" door de woorden "het aanvullend verslag over de onderzoeksverrichtingen" te vervangen.

\+

\+ \+

Volgens het nieuwe artikel 34, 4°, maken de adviezen en arresten "melding van het feit dat het arrest of het advies al dan niet overeenstemt met het advies van het lid van het auditoraat".

Aan deze maatregel zijn wel enige bezwaren verbonden, want vaak is moeilijk uit te maken of een advies en een beslissing juist overeenstemmen, deze overeenstemming kan gedeeltelijk en genuanceerd zijn.

In dit opzicht moge trouwens worden opgemerkt dat, ofschoon de hoven en rechtbanken zich in hun beslissingen, inzonderheid in burgerlijke zaken, wel eens uitspreken over het al dan niet conform zijn van het advies vande ambtenaar van het openbaar ministerie, wanneer hij is gehoord, zulks geen vaste praktijk is en op het Hof van cassatie niet in gebruik is.

.../...

Waar het de Raad van State betreft, vertoont de voorgestelde vermelding des te minder belang daar de procedure en dus ook het advies van het verslaggevend lid van het auditoraat schriftelijk zijn. Belanghebbenden zullen altijd het advies met de beslissing kunnen vergelijken en op die wijze heel wat beter de overeenstemming ervan kunnen toetsen dan aan de hand van een desbetreffende vermelding in het advies.

Behalve voor enkele bijzondere gevallen, verplicht geen wetsbepaling de hoven en rechtbanken, in hun beslissingen melding te maken van het al dan niet conform zijn van de adviezen der leden van het openbaar ministerie (zie, bijvoorbeeld, de wet van 25 oktober 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken, aangevuld bij de wetten van 30 juli 1921, 7 augustus 1924 en 22 juli 1927, VI).

Mocht de Regering de Raad van State wensen te verplichten zich over de overeenstemming van het advies van het verslaggevend lid van het auditoraat uit te spreken, dan moet artikel 34, 4°, als volgt worden gelezen :

"4° het feit dat het advies van het verslaggevend lid van het auditoraat al dan niet overeenstemt met het advies of het arrest".

\+

\+ \+

.../...

Voor het overige zijn bij het ontwerp alleen nog betreffende de vorm opmerkingen te maken; zij behoeven geen commentaar en blijken genoegzaam uit de hierna voorgestelde tekst :

Koninklijk besluit houdende wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wetten van 11 juni 1952, 18 maart 1954 en 15 februari 1955, inzonderheid op de artikelen 14, 21, 36, tweede lid, en 61;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 1952 en 17 november 1955;

Overwegende dat de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State dient te worden hervormd, door de leden van het auditoraat toe te staan de debatten in openbare terechtzitting bij te wonen en er advies te geven, alsmede door enige door de ervaring ingegeven wijzigingen aan te brengen;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 12 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 12.- Nadat de voorafgaande maatregelen zijn uitgevoerd, maakt het bij toepassing van artikel 5 aangewezen lid van het auditoraat verslag op over de zaak. Te dien einde voert hij rechtstreeks briefwisseling met alle overheden en kan zowel aan deze als aan partijen alle dienstige gegevens en documenten vragen.

Dit gedagtekend en ondertekend verslag wordt aan de kamer bezorgd".

Artikel 2.-

Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 13.- Is de kamer van oordeel dat nieuwe verrichtingen moeten worden bevolen, dan wijst zij ter uitvoering daarvan een raadsheer of een lid van het auditoraat aan, die een aanvullend verslag opmaakt. Dit verslag wordt gedagtekend, ondertekend en aan de kamer bezorgd".

Artikel 3.-

Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 14.- Na kennisneming van de in de artikelen 12 en 13 bedoelde verslagen beveelt de kamer dat het dossier en de verslagen ter griffie worden neergelegd. De griffie betekent deze verslagen aan de partijen.

De verzoeker beschikt over vijftien dagen om een laatste memorie in te dienen en de tegenpartij over vijftien dagen om erop te antwoorden.

De voorzitter van de kamer kan deze termijn verkorten of verlengen indien zulks door de omstandigheden van de zaak verantwoord is.

Bij het verstrijken van deze termijnen stelt de voorzitter vast op welke datum de zaak zal worden opgeroepen".

Artikel 4.-

Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 15.- Het advies moet worden gegeven of het arrest worden gewezen binnen zes maanden na de dag waarop, bij toepassing van artikel 12 of eventueel van artikel 13, verslag over de zaak werd uitgebracht.

Deze termijn kan, na advies van de auditeur-generaal, bij bevel van de kamer worden verlengd, zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan tweemaal deze termijn mag bedragen".

Artikel 5.-

Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 29.- Een andere raadsheer dan degene die eventueel het aanvullend verslag over de onderzoeksverrichtingen heeft opgemaakt, vat de feitelijke toedracht der zaak en de middelen der partijen samen.

De Regeringscommissaris, de partijen en hun advocaten kunnen mondelinge opmerkingen naar voren brengen.

Geen andere middelen mogen worden aangevoerd dan die welke in het verzoekschrift of in de memories zijn uiteengezet.

Aan het einde van de debatten geeft het lid van het auditoraat-verslaggever zijn advies over de zaak.

De voorzitter van de kamer verklaart daarna de debatten voor gesloten en houdt de zaak in beraad".

.../...

Artikel 6.-

Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 34.- Het advies of het arrest bevat de gronden en het beschikkend gedeelte en vermeldt :

1° de namen, de woning of de zetel van partijen en, bij voorkomend geval, de namen en de hoedanigheid van de persoon die deze vertegenwoordigt;

2° de bepalingen op het gebruik der talen, die zijn toegepast;

3° de oproeping van partijen, van hun advocaten en van de Regeringscommissaris, alsmede hun eventuele aanwezigheid op de terechtzitting;

4° het feit dat het advies van het verslaggevend lid van het auditoraat al dan niet overeenstemt met het advies of het arrest;

5° de uitspraak in openbare terechtzitting, de datum daarvan en de namen der raadsheren die er over hebben beraadslaagd".

Artikel 7.-

Aan artikel 52 van hetzelfde besluit wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De auditeur-generaal kan het verzoekschrift mededelen aan een ieder wiens belangen bij de zaak betrokken zijn".

.../...

Artikel 8.-

Artikel 66 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 66.- De kosten omvatten :

1° de in artikel 70 bedoelde rechten;

2° de honoraria en verschotten van de deskundigen;

3° het getuigengeld".

Artikel 9.-

Artikel 68 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 68.- Wanneer de Raad van State bij arrest uitspraak doet, worden de kosten door de verzoeker voorgeschoten; de Raad kan de consignatie van een voorschot gelasten.

Is het verzoek of het beroep door de Staat, een provincie, een gemeente of een openbare instelling ingediend, dan worden de in artikel 70 bedoelde rechten door de griffier van de Raad van State in debet begroot en worden de honoraria en verschotten der deskundigen alsmede het getuigengeld door de registratie en domeinen voorgeschoten en als uitgaven in de rekeningen ten bezware der begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken geboekt.

De Raad van State begroot de kosten en doet uitspraak over de bijdrage in de betaling ervan".

.../...

Artikel 10.-

Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 69.- De registratie en domeinen doet invordering van de door de griffier in debet begrote rechten en van de andere kosten die dit bestuur heeft voorgeschoten.

Te dien einde doet de griffier van de Raad van State aan de ontvanger der registratie en domeinen een afschrift van het advies of van het eindarrest toekomen, samen met een omstandige opgave van de in te vorderen bedragen".

Artikel 11.-

Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 83.- De in artikel 70 bedoelde rechten worden door de griffier van de Raad van State in debet begroot en de andere kosten worden ter ontlasting van de prodeaan door de registratie en domeinen voorgeschoten en als uitgaven in de rekeningen ten bezware der begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken geboekt".

.../...

Artikel 12.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 83 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 83 bis.- Met het oog op de invordering van de in debet begrote rechten en van de andere kosten, doet de griffier van de Raad van State aan de ontvanger der registratie en domeinen een afschrift van het advies of van het eindarrest toekomen, samen met een omstandige opgave van de in te vorderen bedragen".

Artikel 13.-

Artikel 91, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wanneer bij kennisneming van het verzoekschrift duidelijk is dat de Raad van State klaarblijkelijk onbevoegd is of dat het verzoek klaarblijkelijk niet ontvankelijk of ongegrond is, maakt het aangewezen lid van het auditoraat onmiddellijk verslag op overeenkomstig artikel 12".

Artikel 14.-

De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de bij de afdeling administratie hangende zaken waarop nog geen verslag is opgemaakt bij toepassing van artikel 12 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1946.

Artikel 15.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

a chambre était composée de

essieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
e Heren : raadsheer van State, voorzitter,

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
CH.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version éerlandaise a été vérifiée sous e contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.DUMONT, ubstitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.DUMONT, substituut.

E GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.